



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**16 MARS 2023**

**Arrêté du**

**portant prescriptions complémentaires à la société CRISTAL UNION relatives aux conditions d'épandage des effluents aqueux et à l'irrigation des cultures, pour ses installations situées 1150 rue Albert Perne à FONTAINE-LE-DUN (76740),**

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment le Titre 8 du Livre 1er et le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2017 autorisant la société CRISTAL UNION à épandre les effluents issus de la sucrerie ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 2019 autorisant les activités exercées par la société CRISTAL UNION sur son site de FONTAINE-LE-DUN ;
- Vu l'arrêté n° 23-035 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la décision préfectorale du 2 août 2021 actant que le projet de modification du plan d'épandage de la société CRISTAL UNION ne nécessite pas de réaliser une évaluation environnementale ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas de la société CRISTAL UNION reçue le 14 juin 2021 et portant sur la modification de son plan d'épandage des effluents ;
- Vu le porter à connaissance déposé par CRISTAL UNION le 28 décembre 2021, et complété le 4 avril 2022, relatif à la modification de son plan d'épandage ;
- Vu l'avis de la Mission Interdépartementale pour le Recyclage des Sous-Produits de l'Assainissement en Agriculture (MIRSPAA) en date du 11 février 2022 et mis à jour le 20 juin 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 février 2023 ;
- Vu le projet de prescriptions complémentaires porté le 23 février 2023 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu l'absence d'observation par l'exploitant sur le projet d'arrêté dans le cadre de la procédure contradictoire.

## **CONSIDÉRANT**

que la société CRISTAL UNION exerce des activités de fabrication de sucre et déshydratation de pulpes de betteraves sur son site situé sur la commune de FONTAINE-LE-DUN ;

que cette activité nécessite une grande quantité d'eau, notamment pour le lavage des betteraves ;

que le point de rejet des effluents aqueux du site est le ruisseau du Dun, dont le débit faible contraint l'exploitant à maîtriser ses rejets ;

que CRISTAL UNION exploite donc des bassins de stockage des eaux lui permettant de réguler son débit de rejet dans le Dun ;

que l'entreprise est autorisée, depuis le 11 décembre 2017, à évacuer une partie de ses effluents en irrigation et en épandage, au sein d'un périmètre regroupant 2466,03 hectares, dont 2374,09 aptes à l'épandage ;

que l'exploitant a sollicité un examen au cas par cas portant sur une demande d'extension de ce périmètre d'épandage, pour une surface complémentaire de 684,11 ha de parcelles agricoles dont 644,94 ha aptes à l'épandage, toutes localisées sur des communes déjà concernées par le périmètre d'épandage initial ;

que le préfet, par sa décision du 2 août 2021, a conclu que le projet de l'exploitant n'était pas soumis à évaluation environnementale ;

que l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance portant sur ce même projet d'extension du périmètre d'épandage en décembre 2021 ;

que la MIRSPAA a émis un avis sur ce dossier en février 2022, demandant des éléments complémentaires sur le dossier ;

que CRISTAL UNION a déposé, en avril 2022, un dossier modifié relatif à une extension de 683,44 ha, dont 646,15 ha aptes à l'épandage ;

que la MIRSPAA a confirmé, en juin 2022, que le dossier modifié n'appelait plus de remarque de sa part ;

que les modifications projetées du périmètre d'épandage nécessitent une évolution des prescriptions de l'arrêté du 11 décembre 2017 ;

qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1 -**

La société CRISTAL UNION, dont le siège social est situé 1150 rue Albert Perne à FONTAINE-LE-DUN (76740), est tenue de respecter les prescriptions ci-annexées pour son site de FONTAINE-LE-DUN, dans les délais indiqués à compter de la notification du présent arrêté.

Ces prescriptions viennent annuler et remplacer celles annexées à l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2017.

### **Article 2 -**

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

### Article 3 -

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

### Article 4 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant trois années consécutives.

### Article 5 -

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la demande au préfet dans les formes prévues à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

### Article 6 -

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

## Article 7 -

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de FONTAINE-LE-DUN pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de FONTAINE-LE-DUN fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société CRISTAL UNION.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

## Article 8 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de FONTAINE-LE-DUN sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la société CRISTAL UNION.

Fait à Rouen, le

**16 MARS 2023**

Le préfet,  
**Pour le Préfet et par délégation,**  
**la Secrétaire Générale**

  
**Béatrice STEFFAN**

## Table des matières

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	8
Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	8
Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	8
Article 1.2 - Nature de l'autorisation.....	8
Article 1.2.1 Volume d'épandage.....	8
Article 1.2.2 localisation du plan d'épandage.....	8
Article 1.2.3 Définition épandage - irrigation.....	9
Article 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
Article 1.3.1 Conformité.....	9
Article 1.4 - Durée de l'autorisation.....	9
Article 1.4.1 Durée de l'autorisation.....	9
Article 1.5 - Respect des autres législations et réglementations.....	9
Article 1.5.1 respect des autres législations et réglementations.....	9
Titre 2 - Gestion de l'épandage.....	10
Article 2.1 - Conditions d'exploitation.....	10
Article 2.1.1 Objectifs généraux.....	10
Article 2.1.2 Consignes d'exploitation.....	10
Article 2.2 - Chantier d'épandage.....	10
Article 2.2.1 Propreté.....	10
Article 2.3 - Danger ou nuisance non prévenu.....	10
Article 2.3.1 Danger ou nuisance non prévenu.....	10
Article 2.4 - Incidents ou accidents.....	10
Article 2.4.1 Prévention des accidents.....	10
Article 2.4.2 Déclaration et rapport.....	10
Article 2.5 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	11
Article 2.5.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	11
Article 2.6 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	11
Article 2.6.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	11
Titre 3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	12
Article 3.1 - Conception des installations.....	12
Article 3.1.1 Dispositions générales.....	12
Article 3.1.2 Pollutions accidentelles.....	12
Article 3.1.3 Odeurs.....	12
Titre 4 - Prévention des nuisances sonores et des vibrations.....	13
Article 4.1 - Dispositions générales.....	13
Article 4.1.1 Aménagements.....	13
Article 4.2 - vibrations.....	13
Article 4.2.1 Vibrations.....	13
Titre 5 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	14
Article 5.1 - Épandage.....	14
Article 5.1.1 Épandages interdits.....	14
Article 5.1.2 Épandages autorisés.....	14
Règles générales.....	14
Origine des déchets à épandre.....	14
Caractéristiques de l'épandage.....	14
Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare.....	16
Dispositifs de stockage des effluents.....	16
Épandage.....	16
Titre 6 - Surveillance des émissions et de leurs effets.....	18
Article 6.1 - Modalités d'exercice et contenu de L'autosurveillance.....	18
Article 6.1.1 Autosurveillance de l'épandage.....	18
Cahier d'épandage.....	18
Auto surveillance des épandages.....	18

Article 6.2 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats.....	20
Article 6.2.1 Actions correctives.....	20
Article 6.2.2 Analyse et transmission des résultats de la surveillance de l'épandage.....	20
Article 6.3 - Bilans périodiques.....	20
Article 6.3.1 Bilan annuel des épandages.....	20

# TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

## Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

### Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CRISTAL UNION dont le siège social est situé route d'Arcis-sur-Aube, 10700 VILLETTE-SUR-AUBE, pour son établissement situé au 1150, rue Albert Perne, CS 70001, FONTAINE-LE-DUN (76740) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs à exploiter sur le territoire de la commune de FONTAINE-LE-DUN (76740), les installations détaillées dans les articles suivants.

## Article 1.2 - Nature de l'autorisation

### Article 1.2.1 Volume d'épandage

Suivant la variabilité des besoins hydriques des cultures, les volumes épandus annuellement seront de l'ordre de :

- 1 000 m<sup>3</sup>/ha en irrigation (sur pomme de terre, betteraves ou autres cultures) ;
- 600 m<sup>3</sup>/ha en épandage (sur chaumes de céréales).

Ces valeurs sont indicatives et dépendront des besoins des plantes sans dépasser les contraintes de flux imposés par l'article 3.1.2.3 du présent arrêté et sans dépasser un apport maximum de 2 000 m<sup>3</sup>/ha.

### Article 1.2.2 localisation du plan d'épandage

Le périmètre d'épandage regroupe 3 149,47 hectares, dont 3 020,23 hectares aptes à l'épandage. Cette surface est constituée de parcelles agricoles réparties sur 15 communes du département de la Seine-Maritime :

Communes	INSEE	Surface totale dans le périmètre (en ha)	Surface apte dans le périmètre (en ha)
ANGIENS	76015	438,8	408,87
ANGLESQUEVILLE-LA-BRASLONG	76016	70,24	70,24
BLOSSEVILLE	76104	317,71	301,73
BOURVILLE	76134	132,46	130,37
ERMENOUVILLE	76241	254,8	242,93
FONTAINE-LE-DUN	76272	103,51	102,43
HAUTOT-L'AUVRAY	76346	5,26	4,47
HEBERVILLE	76353	63,75	63,22
HOUDETOT	76365	505,35	489,46
LA CHAPELLE-SUR-DUN	76172	249,57	236,16
LA GAILLARDE	76294	281,45	266,93
SAINTE-COLOMBE	76569	301,98	289,43
SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	76641	130,19	123,64
SAINT-PIERRE-LE-VIGER	76642	207,39	206,87
SOTTEVILLE-SUR-MER	76683	87,01	83,48

### **Article 1.2.3 Définition épandage - irrigation**

L'installation est constituée d'un réseau enterré qui part de la sucrerie et va jusqu'aux parcelles agricoles.

L'irrigation et l'épandage couvrent deux périodes distinctes :

- l'irrigation se fait d'avril à août sur culture en place en fonction des besoins hydriques des cultures ;
- l'épandage est réalisé après la moisson, avant, ou sur, une culture CIPAN (culture intermédiaire piège à nitrate) en général d'août à novembre.

L'apport de l'effluent jusqu'aux parcelles est réalisé par le réseau enterré, selon la période, la valorisation de l'effluent se fait par irrigation ou épandage.

## **Article 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

### **Article 1.3.1 Conformité**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **Article 1.4 - Durée de l'autorisation**

### **Article 1.4.1 Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **Article 1.5 - Respect des autres législations et réglementations**

### **Article 1.5.1 respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.



## **TITRE 2 - GESTION DE L'ÉPANDAGE**

### **Article 2.1 - Conditions d'exploitation**

#### **Article 2.1.1 Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **Article 2.1.2 Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **Article 2.2 - Chantier d'épandage**

#### **Article 2.2.1 Propreté**

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets,... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ou procédés équivalents sont mis en place en tant que de besoin.

### **Article 2.3 - Danger ou nuisance non prévenu**

#### **Article 2.3.1 Danger ou nuisance non prévenu**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance de la Préfète par l'exploitant.

### **Article 2.4 - Incidents ou accidents**

#### **Article 2.4.1 Prévention des accidents**

Le réseau sera surveillé en permanence par du personnel qualifié et avec des moyens techniques appropriés :

- maintenance du réseau (suivi annuel des vannes, mise en pression du circuit avant utilisation pour valider l'absence de fuite) ;
- surveillance permanente par un système numérique au départ du réseau de pompage des effluents de sucrerie avec transmission d'alarmes ;
- surveillance permanente au bout du tuyau d'épandage (par les agriculteurs). En cas d'incident détecté, le système de surveillance automatique de la sucrerie fait arrêter le pompage ;
- surveillance de l'état des canalisations mobiles par les agriculteurs irrigants ;
- surveillance de l'ensemble du réseau par le responsable de l'épandage.

#### **Article 2.4.2 Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à

porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **Article 2.5 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

### **Article 2.5.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **Article 2.6 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

### **Article 2.6.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection**

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 5.1.2.6	Plan prévisionnel d'épandage	Annuel
Article 6.4.1	Bilan des épandages	Annuel

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **Article 3.1 - Conception des installations**

#### **Article 3.1.1 Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

#### **Article 3.1.2 Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

#### **Article 3.1.3 Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que les installations et équipements ne soient pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

## **TITRE 4 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

### **Article 4.1 - Dispositions générales**

#### **Article 4.1.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

### **Article 4.2 - vibrations**

#### **Article 4.2.1 Vibrations**

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **TITRE 5 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **Article 5.1 - Épandage**

#### **Article 5.1.1 Épandages interdits**

Les épandages non autorisés sont interdits.

#### **Article 5.1.2 Épandages autorisés**

- *Règles générales*

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des effluents de la sucrerie sur les parcelles des exploitants agricoles, conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation de 3 020,23 ha, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies par l'étude préalable à l'épandage.

La liste des exploitants, des communes et les surfaces correspondantes, concernées par les épandages des effluents de la sucrerie, sont en annexe du présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités des effluents de la sucrerie destinés à l'épandage ou irrigation sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

- *Origine des déchets à épandre*

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement d'eaux de process et eaux pluviales de la sucrerie.

Aucun autre déchet ne pourra être incorporé aux effluents en vue d'être épandus. Seuls les effluents ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures ou leur irrigation peuvent être épandus.

- *Caractéristiques de l'épandage*

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. L'épandage est réalisé conformément au plan contenu dans le dossier de demande d'autorisation. La surface épandable est de 3 020,24 ha.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;

Les fichiers parcellaires par exploitation agricole sont actualisés dans le cadre du premier prévisionnel d'épandage pour intégrer les exclusions et le classement en aptitude moyenne de certaines parcelles suite à la validation hydrogéologique du périmètre d'épandage.

- l'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;

- la localisation sur une représentation cartographique à l'échelle 1/25 000<sup>ème</sup> des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;

- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;

- la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ;

- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;
- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Les épandages d'effluents devront respecter les prescriptions du programme d'actions en vigueur de la directive nitrates..

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Les effluents à épandre présenteront les caractéristiques suivantes :

Teneurs limites en éléments-traces métalliques

Éléments-traces métalliques	Valeur limite (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté en 10 ans (g/m <sup>2</sup> )	Flux cumulé maximum <b>apporté en 10 ans</b> pour les pâturages ou sol de pH<6 (mg/m <sup>2</sup> )
Cadmium	10	0,015	0,015
Chrome	1 000	1,5	1,2
Cuivre	1 000	1,5	1,2
Mercure	10	0,015	0,012
Nickel	200	0,3	0,3
Plomb	800	1,5	0,9
Zinc	3 000	4,5	3
Chrome+cuivre+nickel+zinc	4 000	6	0,12

Teneurs limites en composés-traces organiques

Composés-traces organiques	Valeur limite dans les effluents (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les effluents en 10 ans (mg/m <sup>2</sup> )	
	Cas général	Épandage sur pâturage	Cas général	Épandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB*	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b) fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

\* PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180

Les effluents ne peuvent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6.

- *Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare*

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la succession culturale ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes:

- sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté. L'épandage des effluents des installations agroalimentaires ne traitant que des matières d'origine végétale sur les cultures de luzerne peut cependant être autorisé par le préfet dans des conditions définies par l'arrêté d'autorisation et dans les limites de 200 kg/ha/an d'azote global.

Les apports de phosphore (exprimé en  $P_2O_5$ ), toutes origines confondues, ne doivent pas dépasser 600 kg de  $P_2O_5$ /ha sur 10 ans sur terres labourées et 400 kg de  $P_2O_5$  / ha sur 10 ans sur prairies pâturées.

- *Dispositifs de stockage des effluents*

L'exploitant dispose sur son site d'une capacité de stockage des effluents suffisamment dimensionnée pour assurer le stockage correspondant à la période la plus longue durant laquelle l'épandage est soit impossible soit interdit, et notamment en zone inondable.

Le stockage des effluents est assuré par deux bassins d'un volume respectif de 750 000 m<sup>3</sup> (« Bourienne 1 ») et de 550 000 m<sup>3</sup> (« Bourienne 2 »).

- *Épandage*

Période d'interdiction

L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ ;
- en cas de fort vent, s'il s'effectue à l'aide de dispositifs d'aéro-dispersion qui produisent des brouillards fins.

Modalités

L'exploitant respecte en tout point les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 30 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Haute-Normandie, ou toute autre version en vigueur.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière à :

- assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque éco-toxicologique ;
- empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L. 1321-2 du Code de la Santé Publique, l'épandage des effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

#### Programme prévisionnel annuel

Un programme prévisionnel d'épandage doit être établi une à deux fois par an, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début de chaque campagne d'épandage. Ce programme comprend :

- a) la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;
  - b) une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) selon les modalités définies précédemment ;
  - c) une caractérisation des effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) ;
  - d) les préconisations spécifiques d'utilisation des effluents de sucrerie (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
  - e) l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.
- Le programme prévisionnel est transmis à l'inspection des installations classées.



## **TITRE 6 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **Article 6.1 - Modalités d'exercice et contenu de L'autosurveillance**

#### **Article 6.1.1 Autosurveillance de l'épandage**

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

- *Cahier d'épandage*

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, qui sera conservé pendant une durée de dix ans. Ce cahier comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur des effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des matières (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

A la fin de chaque campagne d'épandage, des fiches d'apport parcellaires seront transmises aux agriculteurs. Elles comprendront les informations suivantes :

- la référence de la parcelle ;
- les surfaces et quantités épandues ;
- les cultures pré et post-épandage ;
- la date de l'épandage ;
- la date d'implantation de la CIPAN (culture intermédiaire piège à nitrates) ou de la culture dérobée, si les épandages sont réalisés à l'automne avant ou sur ces cultures ;
- l'apport d'azote total et disponible réalisé, ainsi que le coefficient « effet direct » à prendre en compte pour l'établissement du plan de fumure azoté à réaliser à la sortie de l'hiver ;
- l'apport des éléments fertilisants P (phosphore) et K (potassium) lorsque qu'il est significatif, avec un conseil pour une gestion pluriannuelle de la fertilisation.

- *Auto surveillance des épandages*

#### **Surveillance des effluents à épandre**

Chaque effluent destiné à l'épandage est analysé avant épandage.

Les analyses des effluents portent sur :

- a) le taux de matière sèche ;
- b) les éléments de caractérisation de la valeur agronomique mentionnés à l'annexe VII c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- c) les éléments traces métalliques ;
- d) les composés traces organiques ;
- e) les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les effluents au vu de l'étude préalable.

Le nombre d'analyses est déterminé par le nombre de campagnes d'épandage et par les modalités pratiques de gestion des effluents mises en œuvre en fonction des quantités d'effluent destinées à un épandage agricole sur le périmètre.

En fonction des résultats des analyses de CTO de la première année d'épandage, l'exploitant peut soumettre à l'avis de l'inspection des installations classées un protocole d'analyse allégé des CTO pour les épandages en année de routine.

Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

### Surveillance des sols

Les sols sont analysés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes pour le respect des valeurs limites en éléments traces métalliques comme suit :

#### Valeurs limites de concentration dans les sols

Éléments traces métalliques dans les sols	Valeur limite (mg/kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300
Sélénium*	/
Chrome+cuivre+nickel+zinc	/

*\* Pour le pâturage uniquement*

L'exploitant définit à ce titre un réseau de parcelles de référence. Sur chaque point de référence, représentatif d'une zone homogène du point de vue cultural et pédologique, repéré par ses coordonnées Lambert, les sols doivent être analysés :

- avant le premier épandage ;
- après l'ultime épandage (en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de(s) parcelle(s) sur lesquelles il se situe) ;
- au minimum tous les dix ans en répartissant les analyses de façon à analyser environ 1/10 des parcelles de référence chaque année.

Ces analyses portent sur le pH et sur les éléments traces métalliques mentionnés ci-dessus.

### Suivi de la fertilité chimique des sols

Chaque année, une analyse de fertilité chimique du sol sera réalisée à raison de :

- 1 analyse pour 40 hectares concernés par l'épandage d'effluents l'année considérée ;

Ces analyses portent sur les éléments définis à l'annexe VII.c.2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

La teneur en sodium et la CEC (capacité d'échange cationique) des sols sont analysées avant la quatrième campagne d'épandage sur les parcelles. Si la teneur en sodium analysée **dans les sols** est supérieure à 3 – 3,5 % de la CEC (en fonction de la dose prévue de 1000 ou 600 m<sup>3</sup>/ha), la parcelle n'est pas épandue.

**Si la teneur en sodium analysée est inférieure à 3 % de la CEC dans le cas d'un épandage prévu à 1 000 m<sup>3</sup>/ha et 3,5 % de la CEC dans le cas d'un épandage prévu à 600 m<sup>3</sup>/ha, l'épandage d'effluents de la sucrerie pourra être réalisé.**

## **Article 6.2 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats**

### **Article 6.2.1 Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 6.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

### **Article 6.2.2 Analyse et transmission des résultats de la surveillance de l'épandage**

Le cahier d'épandage mentionné à l'Article 6.2.1 est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et archivé pendant 10 ans.

## **Article 6.3 - Bilans périodiques**

### **Article 6.3.1 Bilan annuel des épandages**

L'exploitant réalise annuellement un bilan des opérations d'épandage ; ce bilan est adressé aux préfets et aux agriculteurs concernés.

Il comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, et les résultats des analyses de sol ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Le Préfet peut faire appel à un organisme indépendant du producteur de déchets ou d'effluents et mettre en place un dispositif de suivi agronomique des épandages dans un objectif de préservation de la qualité des sols, des cultures et des produits.

La M.I.R.S.P.A.A. (Mission Interdépartementale pour le Recyclage Agricole des Sous-Produits de l'Assainissement en Agriculture) a été désignée comme l'organisme indépendant chargé d'assurer le suivi agronomique des épandages dans l'Eure et en Seine-Maritime par un arrêté inter-préfectoral du 14 février 2002. La M.I.R.S.P.A.A. est destinataire de tous les documents de suivi élaborés dans le cadre de l'opération d'épandage des effluents de sucrerie.

### **Annexe : liste des parcelles d'épandage**



Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL COUROYER	COU 01	10,30	0,53		9,77	ANGIENS	ZA 19 D 562-563-564
EARL COUROYER	COU 02	2,60	0,00		2,60	ANGIENS	ZB 27 D 598
EARL COUROYER	COU 08	14,33	1,16		13,17	ANGIENS	ZD 17-18-19-20 D 196-197
EARL COUROYER	COU 09	7,10	0,00		7,10	ANGIENS	ZD 13-14
EARL DE LA MARE AUX IRIS	JOU 1	11,30	0,00		11,30	ANGIENS	ZA 28-29
EARL DE LA MARE AUX IRIS	JOU 2	3,12	0,00		3,12	ANGIENS	ZA 30-31
EARL DE LA MARE AUX IRIS	JOU 3a	10,00	0,00		10,00	ANGIENS	ZA 24-25-27
EARL DES GRÉS	LER 17	6,23	1,79		4,44	ANGIENS	D 116
EARL DES GRÉS	LER 18	6,68	0,00		6,68	ANGIENS	D 385-386-389-473-479
EARL DU BOHÈME	BOH 3	5,25	0,00		5,25	ANGIENS	ZA 9
EARL DU MOULIN	DUF 3	6,00	1,36		4,64	ANGIENS	ZC 16
EARL GOUIL	GOU 04	13,67	1,55		12,12	ANGIENS	B 153 ZB 31
EARL GOUIL	GOU 05	12,79	0,67		12,12	ANGIENS	D 556-557 ZA 20-21-22-30-31-34-35
EARL GOUIL	GOU 06	2,26	1,40		0,86	ANGIENS	B 116-346
EARL GOUIL	GOU 01b	1,19	0,02		1,17	ANGIENS	B 349
EARL LEPILLEUR	LEP 21	6,99	3,07		3,92	ANGIENS	D 482
EARL QUENEL	QUE 1	4,33	0,00		4,33	ANGIENS	ZC 13
EARL QUENEL	QUE 6	11,62	2,35		9,27	ANGIENS	D 596-597 ZB 28
EARL QUENEL	QUE 17	1,66	0,00		1,66	ANGIENS	Z12
EARL QUENEL	QUE 20	9,95	1,24		8,71	ANGIENS	ZC 1-2-3-4-5
EARL QUENEL	QUE 21	3,78	1,18		2,60	ANGIENS	D 535-536
EARL QUENEL	QUE 04a	0,47	0,20		0,27	ANGIENS	ZA 21-47-48
EARL QUENEL	QUE 05a	13,00	0,00		13,00	ANGIENS	D 172-174-175-270-475-734-735
EARL QUENEL	QUE 08a	7,90	0,40		7,50	ANGIENS	ZD 15
EARL QUENEL	QUE 02b	1,17	0,00		1,17	ANGIENS	ZC 8-9
GAEC DU DUN	OUV 09	6,68	0,00		6,68	ANGIENS	D 533-534 ZA 11
GAEC DU DUN	OUV 10	5,85	0,00		5,85	ANGIENS	ZD 16
GREGOIRE DENANT	DEN 01	1,10	0,00		1,10	ANGIENS	ZB 7
GREGOIRE DENANT	DEN 03	4,00	1,49		2,51	ANGIENS	B 62-64-347-360-362
MAXIME BARBE	BAR 09a	5,00	0,00		5,00	ANGIENS	ZC 20
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 16	19,13	0,35		18,78	ANGIENS	ZB 4
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 17	5,42	0,00		5,42	ANGIENS	ZB 30
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 18	2,27	0,72		1,55	ANGIENS	ZB 6
SCEA DU LOUVRE	LOUV 4	1,24	0,00		1,24	ANGIENS	ZA 13
SCEA DU LOUVRE	LOUV 5	12,00	0,00		12,00	ANGIENS	ZA 16
SCEA DU LOUVRE	LOUV 6	4,30	0,00		4,30	ANGIENS	ZA 10

SCEA DU LOUVRE	LOUV 7	8,50	0,00		8,50	ANGIENS	OD 515-520 ZA 33
SCEA DU MOULIN	MOUL 22A	3,78	0,00		3,78	ANGIENS	ZB 5
SCEA DU MOULIN	MOUL 23A	10,49	0,00		10,49	ANGIENS	ZB 8
SCEA DU ROQUET	ROQ 05	1,50	0,00		1,50	ANGIENS	ZI 1
SCEA PLAIN DU MOULIN	PES 03	2,50	0,00		2,50	ANGIENS	ZC 7
SCEA PLAIN DU MOULIN	PES 01A	3,57	0,00		3,57	ANGIENS	ZD 31-32
BARBE MAXIME	BAR 01	2,68	1,69		0,99	ANGIENS	OB 228-230-231
BARBE MAXIME	BAR 05	15,44	0,88		14,56	ANGIENS	ZB 13-15-23-24
EARL DU BOHEME	BOH 04	1,94	0,00		1,94	ANGIENS	OD 551
EARL DU BOHEME	BOH 06	4,00	0,00		4,00	ANGIENS	ZD 3
EARL DU BOHEME	BOH 07	16,33	1,07		15,26	ANGIENS	ZD 9-24-25-34
EARL BOUTILLER	BOU 13	5,66	0,33		5,33	ANGIENS	OB 507
EARL BUREL	BUR 04	3,60	0,93		2,67	ANGIENS	OD 549
EARL BUREL	BUR 05	1,93	0,00		1,93	ANGIENS	OD 552
EARL BUREL	BUR 07	10,57	0,12		10,45	ANGIENS	ZA 32
EARL BUREL	BUR 09	0,30	0,00		0,30	ANGIENS	ZA 2
EARL BUREL	BUR 10	7,40	0,00		7,40	ANGIENS	OD 505
EARL BUREL	BUR 20	6,57	0,00		6,57	ANGIENS	OD 506
EARL BUREL	BUR 21	1,80	0,41		1,39	ANGIENS	OD 509
EARL BUREL	BUR 22 (21)	6,18	0,00		6,18	ANGIENS	ZA 8
SCEA COLAM	CLM 01 (10)	1,04	0,00		1,04	ANGIENS	ZI 3
SCEA COLAM	CLM 02 (4A-B-C)	18,18	1,31		16,87	ANGIENS	ZA 1-2 / ZC 17-18-19
EARL COUROYER	COU 10	24,48	0,63		23,85	ANGIENS	ZD 27-28
SCEA du bon ou	CRU 19	0,18	0,00		0,18	ANGIENS	ZB 20
EARL GOUPIIL	GOU 60	3,50	2,29		1,21	ANGIENS	OB 223-400
EARL GOUPIIL	GOU 07	1,62	0,00		1,62	ANGIENS	ZB 11
EARL DE LA MARE AUX IRIS	JOU 04	3,71	0,00		3,71	ANGIENS	ZD 4
EARL DE LA MARE AUX IRIS	JOU 15	2,85	0,00		2,85	ANGIENS	ZD 7
GAFEC DE LIGNEVARE	LIG 09	0,06	0,00		0,06	ANGIENS	ZA 26
LOUE LAURENT	LOL 19 (19)	2,77	0,79		1,98	ANGIENS	ZD 28-30
EARL DES CASTELETS	ROU 01	9,60	0,00		9,60	ANGIENS	ZD 5-6
GAFEC HUYGHE	HUY 12 (12a-p)	1,01	0,00		1,01	ANGIENS	ZC 31
DANIEL BEAUFI S	BEF 20 (20)	2,31	0,00		2,31	ANGIENS	ZB 1
EARL QUESNEL	QUE 11	6,92	0,00		6,92	ANGIENS	ZC 33-34
EARL QUESNEL	QUE 13a	5,15	0,00		5,15	ANGIENS	OB 142
TOTAL		438,80	29,93	0,00	408,87		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL OLIVIER	OLI 12	24,73	0,00		24,73	ANGESQUEVILLE-LA-BRAS-LONG	ZB 4-5
SCEA MARESCOT-GIL	MAR 01	32,08	0,00		32,08	ANGESQUEVILLE-LA-BRAS-LONG	ZA 1 ZB 2
SCEA PETIT	PET 1	8,23	0,00		8,23	ANGESQUEVILLE-LA-BRAS-LONG	ZA 2-3
SCEA PETIT	PET 2 A	5,20	0,00		5,20	ANGESQUEVILLE-LA-BRAS-LONG	ZA 5
	TOTAL	70,24	0,00	0,00	70,24		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL D'IMBEVAL	BEL 7 B	4,40	0,00		4,40	BLOSSEVILLE	ZK 1
EARL DE LA MARE AUX IRIS	JOU 3b	2,78	0,00		2,78	BLOSSEVILLE	ZA 2-13
MAXIME BARBE	BAR 03b	22,60	0,00		22,60	BLOSSEVILLE	ZC 4-5-14-16-17
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 25	14,07	1,59		12,48	BLOSSEVILLE	OB 623-626-628 ZH 17-28
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 24	8,71	0,00		8,71	BLOSSEVILLE	ZH 17-19-20-21
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 26	9,95	0,00		9,95	BLOSSEVILLE	ZA 21
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 15	13,85	0,00		13,85	BLOSSEVILLE	ZB 7-9-16
SCEA DU MOULIN	MOUL 19	46,60	0,00		46,60	BLOSSEVILLE	OB 240-379-399-402 ZA 14-15-16-17-18-23
SCEA DU MOULIN	MOUL 22B	6,70	0,00		6,70	BLOSSEVILLE	ZB 10
SCEA DU MOULIN	MOUL 23 B	4,00	0,00		4,00	BLOSSEVILLE	ZB 11-12
SCEA DU MOULIN	MOUL 17	10,09	0,00		10,09	BLOSSEVILLE	ZH 6-27
EARL DU BOSQUET	ANT 01	14,43	0,13		14,30	BLOSSEVILLE	ZH 23-26-29
EARL DU BOSQUET	ANT 63	1,39	0,00		1,39	BLOSSEVILLE	ZH 10
BARBE MAXIME	BAR 01	16,92	0,00		16,92	BLOSSEVILLE	ZD 35-36-37-38-39-40
BARBE MAXIME	BAR 02	6,13	0,00		6,13	BLOSSEVILLE	ZD 14
BARBE MAXIME	BAR 05	6,85	0,00		6,85	BLOSSEVILLE	ZB 15 / ZD 14
BARBE MAXIME	BAR 13	4,58	0,00		4,58	BLOSSEVILLE	ZD 7
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 01	7,40	0,00		7,40	BLOSSEVILLE	ZD 4
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 02	10,43	1,17		9,26	BLOSSEVILLE	ZD 3
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 03	9,77	2,65		7,12	BLOSSEVILLE	ZD 22-23-28-29-31
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 04	21,39	7,21		14,18	BLOSSEVILLE	ZD 13-20
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 05	1,97	0,99		0,98	BLOSSEVILLE	ZD 18-19
SCEA BLOSSEVILLE	BLOS 10	6,41	0,00		6,41	BLOSSEVILLE	ZH 8
EARL BUREL	BUR 09	5,82	0,00		5,82	BLOSSEVILLE	ZA 2-3
SCEA COLAM	CLM 02 (4A-B-C)	1,20	0,00		1,20	BLOSSEVILLE	ZC 11-12
SCEA COLAM	CLM 04	6,84	0,00		6,84	BLOSSEVILLE	ZD 4
SCEA COLAM	CLM 05 (2)	3,02	0,00		3,02	BLOSSEVILLE	ZC 6
SCEA COLAM	CLM 06	4,16	1,15		3,01	BLOSSEVILLE	ZD 8-9
SCEA du bon cru	CRU 01	3,04	0,00		3,04	BLOSSEVILLE	ZD 32-37
SCEA du bon cru	CRU 02	5,00	1,09		3,91	BLOSSEVILLE	ZD 10-11



SCEA du bon cru	CRU 03	13,60	0,00		13,60	BLOSSEVILLE	ZD 1-2
SCEA du bon cru	CRU 19	1,93	0,00		1,93	BLOSSEVILLE	ZB 21
SCEA du bon cru	CRU 20	4,38	0,00		4,38	BLOSSEVILLE	ZD 42-43
GAEC DE LIGNEMARE	LIG 09	3,60	0,00		3,60	BLOSSEVILLE	ZA 20
SCEA DU GOULEY	ROG 04	3,51	0,00		3,51	BLOSSEVILLE	ZD 15-33-34
TROCAZ MARC	TRO 08	8,81	0,00		8,81	BLOSSEVILLE	ZD 21
EARL DU BOURBON	BRB 03 (3)	1,38	0,00		1,38	BLOSSEVILLE	ZC 7
	TOTAL	<b>317,71</b>	<b>15,98</b>	<b>0,00</b>	<b>301,73</b>		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL FERME GUERIN	GUE 10	7,41	0,00		7,41	BOURVILLE	ZE 2-3
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUL 02	7,30	0,00		7,30	BOURVILLE	A 22-23
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUL 03	5,35	0,05		5,30	BOURVILLE	ZE 10
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUL 04	12,95	0,07		12,88	BOURVILLE	ZE 7
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUL 07	56,50	1,51		54,99	BOURVILLE	A 10-135 ZE 5-11-12-13
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUL 01b	13,30	0,30		13,00	BOURVILLE	ZH 2
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUL 06b	0,06	0,00		0,06	BOURVILLE	ZE 7
SCEA HEMERYCK DECAYEUX	HEM 1	24,20	0,00		24,20	BOURVILLE	ZH 3-4-7-8
EARL CALLENS	CAL 12	5,39	0,16		5,23	BOURVILLE	ZH 6
TOTAL		132,46	2,09	0,00	130,37		

Code INSEE : 76241

Commune : ERMENOUVILLE

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL DE BRICOTE	CLA 12	10,49	0,00		10,49	ERMENOUVILLE	A 583-586
EARL DE LA RENARDIERE	CLS 99 H	10,50	0,00		10,50	ERMENOUVILLE	A 584
EARL FERME GUERIN	GUE 03	4,75	0,00		4,75	ERMENOUVILLE	A 13
EARL FERME GUERIN	GUE 01a	29,06	0,00		29,06	ERMENOUVILLE	A 11-12-290-291-293-419-451-452-453
EARL LES ETOCS	DEL 03b	1,16	0,00		1,16	ERMENOUVILLE	A 416
LAURENT LOUE	LOL 09	9,26	0,00		9,26	ERMENOUVILLE	A 497-499
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 01	9,46	1,20		8,26	ERMENOUVILLE	A 401-403
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 02	25,93	0,00		25,93	ERMENOUVILLE	A 22-393-397-399-405-483-484-485-486
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 03	9,87	0,00		9,87	ERMENOUVILLE	A 7-10-413
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 04	31,36	1,30		30,06	ERMENOUVILLE	A 18
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 07	18,26	1,70		16,56	ERMENOUVILLE	A 274-456-620
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 08	8,92	0,00		8,92	ERMENOUVILLE	A 286-619
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 09	29,12	0,00		29,12	ERMENOUVILLE	A 270-271-455-621-622
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 10	4,40	0,70		3,70	ERMENOUVILLE	A 269-270
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 12	11,59	1,35		10,24	ERMENOUVILLE	A 265-267-268-269-527
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 05a	18,43	5,35		13,08	ERMENOUVILLE	A 15-16-90-92-285-337
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 06b	1,67	0,05		1,62	ERMENOUVILLE	A 89-278-280-457-458
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 14a	4,35	0,22		4,13	ERMENOUVILLE	A 260-261-262-287
ANTOINETTE CLAYSENS	CLY 22 (22E-H)	8,32	0,00		8,32	ERMENOUVILLE	OA 584-585
ANTOINETTE CLAYSENS	CLY 23 (23)	7,90	0,00		7,90	ERMENOUVILLE	OA 415
TOTAL		254,80	11,87	0,00	242,93		

Code INSEE : 76272

Commune : FONTAINE-LE-DUN

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
BUREL PIERRE	BUP 06	1,10	0,00		1,10	FONTAINE-LE-DUN	ZE 17
BUREL PIERRE	BUP 07	16,05	0,45		15,60	FONTAINE-LE-DUN	ZE 34
EARL CALLENS	CAL 1	26,97	0,63		26,34	FONTAINE-LE-DUN	ZD 3-4-5 ZH 7
EARL DE LA FERME ANGOT	ANG 09	2,52	0,00		2,52	FONTAINE-LE-DUN	ZE 18
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUL 01a	14,75	0,00		14,75	FONTAINE-LE-DUN	ZD 2
EARL OUVRY/LHEUREUX	OUV 01b	6,00	0,00		6,00	FONTAINE-LE-DUN	ZE 3-4-36-37
SCEA DAVID	DAV 6	28,20	0,00		28,20	FONTAINE-LE-DUN	ZE 13-14-15-26-28-41-42-44
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 16b	7,10	0,00		7,10	FONTAINE-LE-DUN	ZE 2-3
EARL CALLENS	CAL 12	0,82	0,00		0,82	FONTAINE-LE-DUN	ZD 6
TOTAL		103,51	1,08	0,00	102,43		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
SCEA PETIT	PET 2 H	5,26	0,79		4,47	HAUTOT-L'AUVRAY	ZE 2
	TOTAL	5,26	0,79	0,00	4,47		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL FERME GUERIN	GUE 09	30,36	0,53		29,83	HÉBERVILLE	ZD 16-36
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 11	7,33			7,33	HÉBERVILLE	ZD 12-13
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 13	26,06			26,06	HÉBERVILLE	ZD 14
	TOTAL	63,75	0,53	0,00	63,22		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
BUREL PIERRE	BUP 05	4,76	0,00		4,76	HOUDETOT	B 153
EARL COUROYER	COU 13	1,27	0,34		0,93	HOUDETOT	ZA 2
EARL DE LA FERME ANGOT	ANG 08	3,03	0,00		3,03	HOUDETOT	ZB 20
EARL DE LA MARE AUX IRIS	JOU 7	10,66	0,00		10,66	HOUDETOT	ZA 1-31-32-35
EARL DE LA RENARDIÈRE	CLS 99 D	2,50	0,00		2,50	HOUDETOT	B 389
EARL FERME GUERIN	GUE 02	26,71	0,00		26,71	HOUDETOT	ZC 21-22-23-24-25
EARL FERME GUERIN	GUE 08	21,36	0,00		21,36	HOUDETOT	ZC 42-43-45
EARL FERME GUERIN	GUE 01b	1,40	0,00		1,40	HOUDETOT	ZC 21-22-23-24-25
EARL GOUPL	GOU 03	9,81	0,00		9,81	HOUDETOT	ZC 8-9
EARL GOUPL	GOU 01a	45,76	0,00		45,76	HOUDETOT	ZA 14-15-16-17-18-19-20-24-46
EARL GOUPL	GOU 02	16,00	0,00		16,00	HOUDETOT	ZA 8-9-10-11-41-42
EARL LENOIR	LEN 04	16,50	0,00		16,50	HOUDETOT	ZA 28 ZB 23
EARL LENOIR	LEN 05	2,20	0,00		2,20	HOUDETOT	ZB 19
EARL LES ETOCS	DEL 01	40,61	0,96		39,65	HOUDETOT	ZA 13-14-15-16-27
EARL LES ETOCS	DEL 02	10,24	0,40		9,84	HOUDETOT	ZC 10-11-12
EARL LES ETOCS	DEL 04	11,52	0,00		11,52	HOUDETOT	ZC 54
EARL LES ETOCS	DEL 05	8,47	0,45		8,02	HOUDETOT	ZC 28-49
EARL LES ETOCS	DEL 06	2,67	0,05		2,62	HOUDETOT	ZC 35
EARL LES ETOCS	DEL 07	5,41	0,00		5,41	HOUDETOT	ZB 30-33
EARL LES ETOCS	DEL 03a	38,16	3,69		34,47	HOUDETOT	B 302-304-305-306 ZC 5-6-57-60
EARL OUVRY/L'HEUREUX	OUL 06a	1,03	0,00		1,03	HOUDETOT	ZC 41
EARL QUENEL	QUE 7	5,91	1,30		4,61	HOUDETOT	B 296-297-298-299-300
EARL QUENEL	QUE 15	3,10	0,00		3,10	HOUDETOT	ZC 2-3-4
EARL QUENEL	QUE 03a	23,27	0,00		23,27	HOUDETOT	ZA 22-23
EARL QUENEL	QUE 04b	5,17	0,35		4,82	HOUDETOT	ZA 21-47
EARL QUENEL	QUE 05b	2,00	0,00		2,00	HOUDETOT	ZA 43-45
EARL QUENEL	QUE 08b	0,15	0,00		0,15	HOUDETOT	B 371
EARL QUENEL	QUE 13b	0,33	0,00		0,33	HOUDETOT	ZA 18
EARL QUENEL	QUE 02c	7,50	0,00		7,50	HOUDETOT	ZD 1
GAEC DE TOUS LES MESNILS	CHG 2	3,78	0,20		3,58	HOUDETOT	ZC 1

SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 14b	2,13	0,00		2,13	HOUDETOT	ZC 46
SCEA DAVID	DAV 7	16,23	2,63		13,60	HOUDETOT	ZB 1-9 OB 96-99-395-405
SCEA DU LOUVRE	LOUV 1	21,00	0,20		20,80	HOUDETOT	ZB 35
SCEA DU LOUVRE	LOUV 2	1,80	0,00		1,80	HOUDETOT	ZB 16-37
SCEA DU LOUVRE	LOUV 3	3,80	0,00		3,80	HOUDETOT	ZB 27
SCEA HEMERYCK DECAYEUX	HEM 2	9,70	0,20		9,50	HOUDETOT	ZB 2-3-4-5-6-7
SCEA HEMERYCK DECAYEUX	HEM 3	12,60	0,00		12,60	HOUDETOT	ZC 51
SCEA HEMERYCK DECAYEUX	HEM 4	7,97	0,00		7,97	HOUDETOT	ZA 15
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 02	6,02	0,00		6,02	HOUDETOT	ZA 7
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 14	6,64	0,71		5,93	HOUDETOT	ZC 15
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 17	2,57	0,00		2,57	HOUDETOT	ZC 7
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 18	13,49	2,06		11,43	HOUDETOT	B 178-180-181 ZB 13-29
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 21	1,98	0,00		1,98	HOUDETOT	ZC 44
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 01H	1,80	0,39		1,41	HOUDETOT	B 371-372
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 12	1,68	0,00		1,68	HOUDETOT	ZA 37
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 13	3,24	0,00		3,24	HOUDETOT	ZA 29
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 14	31,17	0,00		31,17	HOUDETOT	B 150 ZB 21-40
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 15	2,37	0,64		1,73	HOUDETOT	B 176-177-179
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 20	8,26	0,00		8,26	HOUDETOT	ZA 25-26
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 21	4,59	0,00		4,59	HOUDETOT	ZB 17
LOUE LAURENT	LOL 18 (18)	3,55	0,00		3,55	HOUDETOT	ZA 5-6
BERTRAND CARPENTIER	CAR 17 (17)	3,57	0,71		2,86	HOUDETOT	ZA 36
ANTOINETTE CLAYSENS	CLY 22 (22E-H)	0,48	0,00		0,48	HOUDETOT	OB 390
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 24 (24)	3,42	0,00		3,42	HOUDETOT	ZC 72-85-86
EARL LES ETOCS	DEL 05 B	4,01	0,61		3,40	HOUDETOT	ZC 47-76-78
TOTAL		505,35	15,89	0,00	489,46		



Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL D'IMBLEVAL	BEL 5	2,23	0,00		2,23	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 4-5-6-7
EARL D'IMBLEVAL	BEL 17	0,84	0,00		0,84	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZE 10
EARL D'IMBLEVAL	BEL 7 C	11,56	0,00		11,56	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZE 4
SCEA DAVID ERIC	DAE 12	2,64	0,00		2,64	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 2
SCEA DAVID ERIC	DAE 13	5,08	1,66		3,42	LA CHAPELLE-SUR-DUN	A 724
EARL DE LA RENARDIERE	CLS 1 C	8,46	0,03		8,43	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 13-21-22
EARL QUENEL	QUE 18	6,31	0,00		6,31	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZK 5-6
EARL QUENEL	QUE 19	4,04	0,00		4,04	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZK 3
JOURDAIN OLIVIER	JO 2	7,47	0,02		7,45	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZE 9-11-12
MAXIME BARBE	BAR 08	5,72	0,00		5,72	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZK 1
SCEA DE BEAULIEU	BEA 1	40,00	1,61		38,39	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZE 16-17 ZK 9-10-13-15
SCEA DE BEAULIEU	BEA 2C	2,80	0,23		2,57	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 12
SCEA DE BEAULIEU	BEA 3C	6,10	0,00		6,10	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 12
SCEA DE BEAULIEU	BEA 4C	6,20	0,09		6,11	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 12
SCEA DU MOULIN	MOUL 24	22,31	0,00		22,31	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZE 8
SCEA FERME SAINT JULIEN	LEV 1	3,20	1,33		1,87	LA CHAPELLE-SUR-DUN	A 759-760
SCEA FERME SAINT JULIEN	LEV 2	5,30	0,00		5,30	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 14-15-16
SCEA LES TILLEULS	STL 2C	2,90	2,00		0,90	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZC 6-7-9
SCEA LES TILLEULS	STL 3	15,19	0,29		14,90	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 19-20
SCEA LES TILLEULS	STL 4	6,07	0,32		5,75	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 17-18
BARBE MAXIME	BAR 06	1,30	0,00		1,30	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZK 4
SCEA DE BEAULIEU	BEA 40	3,74	1,52		2,22	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZH 9
EARL D'IMBLEVAL	BEL 01	9,21	0,00		9,21	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZH 4-5
SCEA COLAM	CLM 03 (5)	4,39	0,00		4,39	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZK 2
JOURDAIN OLIVIER	JO 05	17,71	1,85		15,86	LA CHAPELLE-SUR-DUN	0A 315-452-453-563 / ZH 1-3-13-14 ZH 10
JOURDAIN OLIVIER	JO 06	8,64	1,03		7,61	LA CHAPELLE-SUR-DUN	0A 626-628-630-631-634-635-637 /
SIJOR JEAN-CHARLES	SJO 202	14,98	1,06		13,92	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZB 3
SCEA LES TILLEULS	STL 10	2,31	0,37		1,94	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZB 6
SCEA LES TILLEULS	STL 20	10,64	0,00		10,64	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZA 1-2
EARL DU BOURBON	BRB 01 (1)	9,73	0,00		9,73	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZE 3-14-15
PHILIPPE DUFOUR	DFR 07 (7)	2,50	0,00		2,50	LA CHAPELLE-SUR-DUN	ZD 3
TOTAL		249,57	13,41	0,00	236,16		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL DE LA CROIX DANS	LX 21G	2,80	0,00		2,80	LA GAILLARDE	ZA 5
EARL DE LA RENARDIÈRE	CLS 8	19,31	0,00		19,31	LA GAILLARDE	ZB 6-24-29-30
EARL DE LA RENARDIÈRE	CLS 1 G	10,00	0,11		9,89	LA GAILLARDE	B 387-388-389
EARL DES HÊTRES	HET 21	3,80	0,00		3,80	LA GAILLARDE	ZA 17-18
EARL DES HÊTRES	HET 22	1,71	0,00		1,71	LA GAILLARDE	ZA 12
EARL QUENEL	QUE 02a	10,87	0,00		10,87	LA GAILLARDE	ZA 3-4-25-28-29-34
GAEC DU DUN	OJV 07a	0,28	0,00		0,28	LA GAILLARDE	ZA 42
MAXIME BARBE	BAR 09	2,41	0,00		2,41	LA GAILLARDE	ZA 23
SCA DE RAMOUVILLE	ARM 7	4,04	0,00		4,04	LA GAILLARDE	ZB 12-13
SCA DE RAMOUVILLE	ARM 8	2,00	0,00		2,00	LA GAILLARDE	ZA 10
SCEA DAVID	DAV 2 LG	36,94	0,18		36,76	LA GAILLARDE	ZA 7-8-9-24-25-26-38-39-41-42-52-54
SCEA DE BEAULIEU	BEA 2G	4,70	0,00		4,70	LA GAILLARDE	ZC 18-35
SCEA DE BEAULIEU	BEA 3G	4,90	0,00		4,90	LA GAILLARDE	OB 8
SCEA DE BEAULIEU	BEA 4G	5,70	0,63		5,07	LA GAILLARDE	OB 605
SCEA DE BEAULIEU	BEA 5	24,74	1,84		22,90	LA GAILLARDE	OB 30-394-395 ZC 9-10
SCEA DE BEAULIEU	BEA 6	4,72	0,00		4,72	LA GAILLARDE	OB 30
SCEA DU ROQUET	ROQ 01	18,50	0,00		18,50	LA GAILLARDE	ZC 12-16
SCEA DU ROQUET	ROQ 02	39,20	10,91		28,29	LA GAILLARDE	B 338-339-349 ZC 1-4-5-6-14-15-28-29-30-31-37
SCEA DU ROQUET	ROQ 03	8,60	0,00		8,60	LA GAILLARDE	ZB 26-32
SCEA DU ROQUET	ROQ 04	7,50	0,00		7,50	LA GAILLARDE	ZA 11-13-14-15
SCEA COLAM	CLM 01 (10)	36,99	0,85		36,14	LA GAILLARDE	ZA 20-21-22 / ZB 2-3-4-14-15-16-17-33
SCEA COLAM	CLM 15 (9)	15,90	0,00		15,90	LA GAILLARDE	ZC 33
SCEA COLAM	CLM 16 (11)	13,97	0,00		13,97	LA GAILLARDE	ZA 16
GAEC HUYGHE	HUY 12 (12a-p)	1,87	0,00		1,87	LA GAILLARDE	ZA 19
TOTAL		281,45	14,52	0,00	266,93		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
JOURDAIN OLIVIER	JO 4	11,00	0,00		11,00	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	ZB 6 ZI 7-8
SCEA LES TILLEULS	STL 1	40,93	0,22		40,71	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	ZI 9-10
SCEA LES TILLEULS	STL 2SV	10,32	0,50		9,82	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	ZI 2-11-12
SCEA MH	MH 1	17,39	4,46		12,93	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	ZB 5
SCEA MH	MH 2	3,56	1,37		2,19	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	OA 194
SCEA LES TILLEULS	STL 20	31,97	0,00		31,97	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	ZC 1
VASSEUR	VAS 08 (8)	15,02	0,00		15,02	SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	OA 72 / ZB 7
	TOTAL	130,19	6,55	0,00	123,64		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
EARL DE LA CROIX DANS EARL QUENEL	LCX 21V	6,62	0,00		6,62	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZA 4
	QUE 03b	20,34	0,00		20,34	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	A 86-127-128-130-131-133-13
	QUE 02d	13,22	0,00		13,22	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZA 1-6-7
	GAEC DU DUN	9,35	0,00		9,35	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZE 1
GAEC DU DUN	OUV 03	12,72	0,00		12,72	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZE 8-15
GAEC DU DUN	OUV 04	2,15	0,00		2,15	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	A 36
GAEC DU DUN	OUV 05	3,33	0,00		3,33	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	A 153-156
GAEC DU DUN	OUV 06	13,63	0,00		13,63	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	A 22-23-24-25-168
GAEC DU DUN	OUV 07b	32,96	0,00		32,96	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	A 2-17-35-147-148-128 B 430
GAEC DU DUN	OUV 01a	3,84	0,52		3,32	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZE 6-10
SCEA DAVID	DAV 1	20,69	0,00		20,69	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZB 11-18-19
SCEA DAVID	DAV 2 SP	8,15	0,00		8,15	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	OA 18 OB 1
SCEA DAVID	DAV 3	8,20	0,00		8,20	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	OA 8-9-10-11-21-145-146 ZA 5
SCEA DAVID	DAV 4	41,62	0,00		41,62	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZE 2-3 OA 91-92-93-97-100-112-129-13
SCEA DAVID	DAV 5	4,78	0,00		4,78	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	OA 105
SCEA DU ROQUET	ROQ 06	1,25	0,00		1,25	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	A 154
SELLE JEAN FREDERIC	SEL 16a	0,84	0,00		0,84	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	ZE 2
EARL DE LA VEULE	DUM 15 (15)	3,70	0,00		3,70	SAINT-PIERRE-LE-VIGER	OA 30-104
	TOTAL	207,39	0,52	0,00	206,87		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
ALAIN LEROULLENGER	LEB 01	9,54	0,00		9,54	SAINTE-COLOMBE	ZB 15-34
DUBOQ OLIVIER	DUB 1	4,01	1,37		2,64	SAINTE-COLOMBE	OB 246-307
EARL BUREL	BUR 01	36,72	2,30		34,42	SAINTE-COLOMBE	A 21 - ZA 19
EARL BUREL	BUR 02	7,00	0,00		7,00	SAINTE-COLOMBE	A 174
EARL D'ORIVAL	COL 3	5,60	0,42		5,18	SAINTE-COLOMBE	ZB 3-35-36-37
EARL DES COLOMBES	DEP 33	30,50	2,44		28,06	SAINTE-COLOMBE	ZA 7
EARL DES COLOMBES	DEP 50	8,77	0,00		8,77	SAINTE-COLOMBE	ZB 8-26-39
EARL DU MORET	LEF 02	37,00	0,03		36,97	SAINTE-COLOMBE	OA 15-174
EARL DU MORET	LEF 03	7,65	1,30		6,35	SAINTE-COLOMBE	OA 216
EARL DU MORET	LEF 04	36,10	0,58		35,52	SAINTE-COLOMBE	OA 11-122-158-223
EARL DU MORET	LEF 05	4,50	1,00		3,50	SAINTE-COLOMBE	OA 209
EARL HEROUARD	HER 9	12,20	0,00		12,20	SAINTE-COLOMBE	ZB 4
EARL HEROUARD	HER 10	8,20	0,00		8,20	SAINTE-COLOMBE	B 48
EARL OLIVIER	OLI 13	15,00	0,00		15,00	SAINTE-COLOMBE	ZB 13-14
GAEC DE LA PLAINE	PLA 1	5,06	2,57		2,49	SAINTE-COLOMBE	OA 23
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 05b	15,94	0,21		15,73	SAINTE-COLOMBE	ZA 9
SCEA D'ARNOUVILLE	HAU 06a	45,70	0,33		45,37	SAINTE-COLOMBE	ZB 29
SCEA PLAINE DU MOULIN	PES 20	2,70	0,00		2,70	SAINTE-COLOMBE	ZA 17
SCA TIERCELIN	TIE 10	4,10	0,00		4,10	SAINTE-COLOMBE	ZH 18
PIERRE PLANCHON	PLC 14 (14)	5,69	0,00		5,69	SAINTE-COLOMBE	ZB 17
TOTAL		301,98	12,55	0,00	289,43		

Exploitation	Nom de la parcelle	Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)	Commune	Cadastre
MAXIME BARBE	BAR 03s	5,45	0,00		5,45	SOTTEVILLE-SUR-MER	ZE 2-9
SCEA DE BEAULIEU	BEA 50	16,79	0,00		16,79	SOTTEVILLE-SUR-MER	ZE 4-5-6-11
SCEA DE BEAULIEU	BEA 60	10,05	2,37		7,68	SOTTEVILLE-SUR-MER	ZH 29-30-31-32-49
EARL D'IMBLEVAL	BEL 02	7,48	0,00		7,48	SOTTEVILLE-SUR-MER	ZH 36
SCEA CAPRON	CAP 05	12,56	0,00		12,56	SOTTEVILLE-SUR-MER	ZE 7-10
EARL DE LA RENARDIERE	CLS 306	24,64	0,00		24,64	SOTTEVILLE-SUR-MER	ZD 7-14-15
EARL DUBOSC	DUC 15	10,04	1,16		8,88	SOTTEVILLE-SUR-MER	ZH 34-35-48
TOTAL		87,01	3,53	0,00	83,48		

		Surface (ha)	Aptitude Classe 0 (ha)	Aptitude Classe 1 (ha)	Aptitude Classe 2 (ha)
ANGIENS	Code INSEE : 76015	438,80	29,93	0,00	408,87
ANGLESQUEVILLE-LA-BRAS-LONG	Code INSEE : 76016	70,24	0,00	0,00	70,24
BLOSSEVILLE	Code INSEE : 76104	317,71	15,98	0,00	301,73
BOURVILLE	Code INSEE : 76134	132,46	2,09	0,00	130,37
ERMENOUVILLE	Code INSEE : 76241	254,80	11,87	0,00	242,93
FONTAINE-LE-DUN	Code INSEE : 76272	103,51	1,08	0,00	102,43
HAUTOT-L'AUVRAY	Code INSEE : 76346	5,26	0,79	0,00	4,47
HÉBERVILLE	Code INSEE : 76353	63,75	0,53	0,00	63,22
HOUDETOT	Code INSEE : 76365	505,35	15,89	0,00	489,46
LA CHAPELLE-SUR-DUN	Code INSEE : 76172	249,57	13,41	0,00	236,16
LA GAILLARDE	Code INSEE : 76294	281,45	14,52	0,00	266,93
SAINT-PIERRE-LE-VIEUX	Code INSEE : 76641	130,19	6,55	0,00	123,64
SAINT-PIERRE-LE-VIGER	Code INSEE : 76642	207,39	0,52	0,00	206,87
SAINTÉ-COLOMBE	Code INSEE : 76569	301,98	12,55	0,00	289,43
SOTTEVILLE-SUR-MIER	Code INSEE : 76683	87,01	3,53	0,00	83,48
	<b>TOTAL</b>	<b>3 149,47</b>	<b>129,24</b>	<b>0,00</b>	<b>3 020,23</b>